

Questionnaire administré (en face à face)

Nom : Kamano

Prénom : Michel

Fonction : Député à l'assemblée nationale et ancien président de la commission économique et finance du parlement

Tel : 629059400

E-mail : mikamano49@gmail.com

Date de l'entretien : 19 Septembre 2021 à son domicile

Axes	Rubrique & Questions	Réponses
État de développement du système national de S&E des politiques publiques	QE1. Existe-t-il une Instance nationale de coordination du S&E des politiques publiques ? A quel niveau est-elle instituée (Présidence de la République – Parlement – Primature – Ministère de l'Économie, Plan et Finances) ?	Oui il y'a un Dispositif Institutionnel de Suivi et Évaluation (DISE) dans le cadre du PNDES. Le DISE est placé au sein du Ministère du Plan et du Développement Economique.
	QE2. Comment la planification, la budgétisation et le suivi-évaluation des politiques publiques sont-ils intégrés ?	La planification, la budgétisation et le suivi-évaluation des politiques publiques sont intégrés au Dispositif Institutionnel de Suivi et Évaluation (DISE) du PNDES.
	QE3. Existe-t-il des revues sectorielles périodiques ? Sous quel délai	Au niveau national, le ministère du plan fait des rapports annuels de performance sur le PNDES. Il y a aussi des évaluations sectorielles qui sont effectuées.
	QE4. Les données et résultats du S&E des politiques publiques sont-elles systématiquement publiées ?	Oui les autorités publient les données relatives au S&E des politiques publiques.
	QE5. La démarche de S&E des politiques publiques est-elle ouverte aux parties prenantes (Comités pluralistes, consultations préalables...) ?	Oui il y a des comités pluralistes qui participent à la démarche de S&E.
Niveau d'institutionnalisation du S&E dans l'ensemble des politiques publiques	Cadre juridique et organisationnel du S&E des politiques publiques	
	QE6. Existe-t-il dans les textes juridiques (législatifs, réglementaires) des dispositions relatives au S&E des politiques publiques ? Existence de clauses d'évaluation fixées dans la Loi.	<ul style="list-style-type: none">- L'évaluation des politiques publiques par l'assemblée nationale est mentionnée à l'article 80 de la nouvelle constitution de 2020 ;- L'arrêté portant fonctionnement du Dispositif Institutionnel de Suivi et Évaluation (DISE).
	QE7. Existe-t-il d'instances d'évaluation au sein de l'exécutif (unités d'évaluation dans chaque ministère) ?	Oui il y a des points focaux de S&E du PNDES dans chaque département ministériel.
	QE.8 Existe-t-il d'instances d'évaluation au sein du Parlement ?	Au sein du parlement, c'est la Commission Economique, Finance, Plan et coopération qui est la porte d'entrée en termes d'évaluation des politiques publiques.
	QE9. Existe-t-il de la pratique d'évaluation au sein de la Cour des comptes ? A l'Inspection Générale de l'État ?	La Cour des comptes et l'Inspection Générale de l'État n'ont pas encore intégré l'évaluation des politiques publiques.
	QE10. Existe-t-il au niveau national, un dispositif inter-organisationnel cohérent de S&E des politiques publiques ?	Non.

Axes	Rubrique & Questions	Réponses
	Cadre opérationnel	
	QE11. Quelle est la part du budget public investi dans l'évaluation des politiques publiques ?	Il n'y a pas un budget national alloué à l'évaluation des politiques publiques.
	QE12. Existe-t-il une programmation annuelle ou pluriannuelle des évaluations des politiques publiques ?	A ma connaissance non cela n'existe pas.
	QE13. Quel est le Nombre d'appel d'offres publics / an pour les missions d'évaluation des politiques publiques ?	Je n'ai pas d'informations sur cette question.
	QE14. Quel est le Volume d'évaluations ou de méta-évaluations réalisées par an ?	Je n'ai pas d'informations sur cette question.
	QE15. Quel est le Niveau d'éclatement administratif où se pratique l'évaluation des politiques publiques ?	<ul style="list-style-type: none"> - Au niveau administratif : Le Dispositif Institutionnel de Suivi et Évaluation (DISE) qui est rattaché au ministère du plan ; Le DISE à la charge de suivre et évaluer le PNDES. - La Cour des comptes qui fait une évaluation de la performance - Le parlement à travers la commission économique et finance
Dispositifs et cadres au niveau national de production des données et résultats de S&E des politiques publiques	Production et diffusion des données et résultats du S&E	
	QE16. Existe-t-il des structures qui produisent des données et résultats de S&E des politiques publiques ?	Oui, le Dispositif Institutionnel de Suivi et Évaluation (DISE) produit des données de S&E. Par contre nous parlementaires nous n'en produisons pas. C'est dommage.
	QE17. Quel est le Volume et l'évolution de la production d'évaluation des politiques publiques au cours des cinq dernières années ?	Je n'ai pas d'informations sur cette question.
	QE18. Existe-t-il des collectes de données évaluatives dans des domaines spécifiques [Santé, Education, Emploi, Agriculture..] ? Sont-elles disponibles pour le grand public, les médias, les décideurs, les professionnels (<i>chercheurs..</i>) ?	Oui il existe des données évaluatives au niveau sectoriel. Les données sont plus ou moins accessibles au grand public.
	QE19. Existe-t-il des plateformes d'accumulation et de vulgarisation des résultats des évaluations d'impact de politiques publiques ?	Non.
	QE20. Quel est le niveau d'intégration des bases de données statistiques du S&E des politiques publiques du pays ?	Je n'ai pas d'informations sur cette question.
Rôle du Parlement dans le S&E des politiques publiques	Cadre et mécanismes opérationnels Parlementaires	
	QE21. Existe-t-il des structures au sein du Parlement dédiées à développer la fonction de S&E des politiques publiques ?	Au sein du parlement, c'est la Commission Economique, Finance, Plan et coopération qui est la porte d'entrée en termes d'évaluation des politiques publiques.
	QE22. Quel est le niveau de demandes régulières d'évaluations des politiques publiques par le Parlement ? Quel est le rôle joué par les Commissions parlementaires à cet effet ?	A date, le parlement n'a pas encore produit d'évaluation de politiques publiques. Le parlement n'a pas un budget dédié à l'évaluation des politiques publiques. La neuvième législature qui vient d'être dissoute suite au coup d'Etat du 05septembre 2021 était en négociation avec les PTFs (Banque Mondiale et union Européenne) pour avoir un appui technique dans le cadre de l'évaluation des politiques publiques. Deux contraintes se posent en termes de

Axes	Rubrique & Questions	Réponses
		l'évaluation des politiques publiques par le parlement : le manque de moyen financier et technique ; la dépendance du parlement vis-à-vis de l'exécutif qui a pourtant peur de l'évaluation.
	<p>QE23. Comment les résultats du S&E des politiques publiques sont-ils utilisés au Parlement ?</p>	Le parlement s'appuie sur ses rapports pour connaître le niveau d'évolution du gouvernement dans l'atteinte des priorités fixées. En outre, les rapports nous permettent de décider des allocations budgétaires en fonction des priorités.
	<p>QE24. Dans quelle mesure le parlement s'appuie-t-il sur les données des parties prenantes (par exemple, les ONG, les groupes de réflexion, les partenaires du développement) pour orienter la planification, la politique et la prise de décision gouvernementales ?</p>	Je n'ai pas d'informations sur cette question.
Principaux acteurs dans le S&E des politiques publiques	<p>Attributions et rôles</p>	
	<p>QE25. Existe-t-il une cartographie des principaux acteurs du S&E des politiques publiques du pays ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le Dispositif Institutionnel de Suivi et Évaluation (DISE) qui est rattaché au ministère du plan détermine les acteurs : le gouvernement, le parlement et la cour des comptes.
	<p>QE26. Le périmètre d'exercice des instances publiques qui revendiquent l'action évaluative des politiques publiques, est-il bien déterminé ? Les rôles et responsabilités bien définis ?</p>	Les rôles et responsabilités de chaque instance est connu.
	<p>QE27. Quel est le niveau de liens fonctionnels (institutionnels et organisationnels) et des échanges entre acteurs et structures impliqués dans le S&E des politiques publiques ?</p>	Les rapports de S&E du PNDES sont présentés au parlement par le gouvernement. En plus, le cadre de concertation et de coordination de la primature est ouvert à toutes les parties prenantes.
	<p>QE28. Quel est le niveau de dépendance de ces acteurs principaux du S&E à l'égard des aléas politiques ?</p>	Les acteurs sont fortement dépendants du contexte politique. En fait, tout est fonction de la volonté politique.
Utilisation des résultats issus du S&E dans la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques	<p>Utilisation et influence</p>	
	<p>QE29. Dans quelle mesure le S&E contribuent-ils à l'élaboration des politiques et à la prise de décisions ?</p>	Les rapports de performance annuels du PNDES permettent aux députés que nous sommes de comprendre qu'est ce qui est fait par l'exécutif dans le cadre du PNDES. Ensuite les rapports nous permettent de faire des appréciations sur les priorités budgétaires exprimées par le gouvernement.
	<p>QE30. Existe-t-il des dispositifs légaux, réglementaires, administratifs ou mécanismes institutionnels et organisationnels qui rendent effective l'utilisation des données et résultats du S&E des politiques publiques ?</p>	Aucune disposition légale ne rend obligatoire l'utilisation des résultats du S&E des politiques publiques.
	<p>QE31. Existe-t-il une réflexion sur l'utilisation des résultats du S&E dans la décision publique ou les pratiques ?</p>	Non
	<p>QE32. Existe-t-il des formes d'incitations ou de contraintes à l'utilisation des données et résultats du</p>	La seule contrainte à ma connaissance est au niveau de l'Union Européenne qui

Axes	Rubrique & Questions	Réponses
	S&E (par les décideurs, les fonctionnaires, les professionnels) ?	conditionne son appui budgétaire par la réalisation des rapports de performance annuelle du PNDES. Ces rapports sont réalisés par le secrétariat technique du PNDES et présentés à l'assemblée nationale.
Engagement des Organisations de la société civile et les bailleurs de fonds dans le S&E des politiques publiques	Organisations de la Société Civile (OSC)	
	QE33. Quel est le degré de participation des OSCs dans les processus nationaux de S&E des politiques publiques ?	Les OSCs ne produisent pas de données en termes d'évaluation des politiques publiques. Toutefois, les OSC participent dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation du PNDES.
	QE34. Quels sont les mécanismes permettant aux OSCs de partager les résultats du S&E et d'engager le Gouvernement sur les questions de performance des politiques/programmes publics (i.e. Forums, des ateliers, des audiences publiques, etc.) ?	Bien que les ONG n'aient pas encore produit de rapport de S&E des politiques publiques, elles ont toutefois la possibilité d'organiser des ateliers de partage des études, de faire des plaidoyers etc.
	Bailleurs de fonds	
	QE35. Dans quelle mesure les partenaires au développement sont-ils impliqués dans la démarche nationale de S&E des politiques publiques ?	Les PTF mettent à la disposition des autorités de l'expertise et des moyens financiers dans le cadre de l'évaluation des politiques publiques.
	QE36. Quel est le niveau du processus interactif entre le GVT et ses partenaires au développement dans la démarche évaluative des politiques publiques ?	Le gouvernement est appuyé par les PTFs dans le cadre du Dispositif Institutionnel de Suivi et Évaluation (DISE) du PNDES.
État de professionnalisation du S&E des politiques publiques	Degré d'ouverture du milieu administratif aux professionnels en S&E	
	QE37. Existe-t-il des actions de sensibilisation et des formations (initiale et continue) au S&E des politiques publiques pour les cadres de l'administration et les décideurs publics ?	Il n'y a pas d'actions de sensibilisation et de formations en termes de S&E des politiques publiques dans le pays. C'est ce qui fait que les gens font l'amalgame entre le contrôle et l'évaluation. J'estime qu'il faut mettre l'accent sur la sensibilisation.
	QE38. Existe-t-il d'organisations professionnelles d'évaluation et/ou la « communauté des évaluateurs » ?	Je n'ai pas d'informations sur cette question.
	Partenariats entre l'Administration et les professionnels en S&E	
	QE39. Existe-t-il des formes de partenariats entre l'administration et la recherche en S&E des politiques publiques (conventions, conseils scientifiques, chaires, financement de structures..) ?	Non.
	QE40. Quelles institutions dispensent des formations spécifiques sur le S&E dans le secteur public ? (par exemple, établissements d'enseignement supérieur - universités ; cabinets de conseil). Existe-t-il des cours spécifiques de suivi et d'évaluation proposés par les universités, les cabinets de conseil, etc. ? Existe-t-il des cours spécialement conçus pour le S&E dans le secteur public	Il n'y a pas de formation dans le cadre du S&E des politiques publiques dans le pays. Cela explique la méconnaissance du S&E au sein de l'opinion publique.